









# JOURNÉE DE L'ALERTE : QUELS MESSAGES POUR QUELLE SOCIÉTÉ ?

### -Soirée de lancement, 3/12 soir (20 h 15)

Cinéma Le Méliès (28 allée Henri-Frenay, 38000 Grenoble)

Mot d'accueil : Roselyne Ringoot, codirectrice de l'EJdG, Daniel Ibanez, fondateur des Rencontres annuelles des Lanceurs d'alerte, Simon Persico, directeur de Sciences-Po Grenoble-UGA

Projection-débat du documentaire *Les Doléances*, d'Hélène Desplanques, en présence de Lauréline Fontaine (professeure de droit public) et de Francis Chateauraynaud (chercheur à l'École des Hautes études en sciences sociales -EHESS)

Animation : Renaud Bécot, maître de conférences à Sciences-Po Grenoble-UGA, laboratoire Pacte

### -Trois alertes à la Une - 4/12 de 14 à 19 h 30

Sciences-Po Grenoble, 1030, avenue Centrale, Saint-Martin-d'Hères

(Ouverture de toutes les conférences au public + captation vidéo)

Mot d'accueil de la Journée : Roselyne Ringoot, Daniel Ibanez, Gilles Bastin (directeur adjoint de Sciences-Po Grenoble-UGA)

14 h 00 à 15 h 30

# -Argent public détourné : entre corruption et prise illégale d'intérêts

Modération: Emmanuel Marty, enseignant-chercheur (EJdG)

- Houria Aouimeur, lanceuse d'alerte sur les détournements au sein de l'AGS











Juriste de formation, Houria Aouimeur est devenue, fin 2018, directrice générale de l'AGS (Fonds de garantie des salaires), qui permet aux salariés d'entreprises en faillite de percevoir leurs rémunérations et indemnités. Cet organisme a versé 18 milliards d'euros à plus de 2 millions de salariés en 10 ans. Ces fonds proviennent de cotisations payées par toutes les entreprises. Le dispositif est piloté par des organisations patronales, essentiellement le MEDEF.

Les audits financiers et investigations internes qu'Houria Aouimeur lance mettent à jour des malversations financières de grande ampleur. Elle est à l'origine de plusieurs plaintes pour abus de bien social et détournements de fonds, qui lui ont valu menaces, actes d'intimidation, intrusions et dégradations dans ses bureaux comme à son domicile, opérations de filature, attaques informatiques, et des tensions avec sa hiérarchie, jusqu'à son licenciement en février 2023.

Le Défenseur des droits et la Maison des Lanceurs d'alerte ont reconnu à Houria Aouimeur le statut de lanceuse d'alerte. L'Association Anticor, qui s'est portée partie civile dans les affaires dénoncées par Houria Aouimeur, vient de lui remettre le Prix Ethique Lanceuse d'alerte 2025.

#### Raymond AVRILLIER, « citoyen engagé » porteur de plusieurs alertes politicofinancières et d'environnement

-Ancien élu local, Raymond Avrillier se définit comme « citoyen engagé », ou « administré engagé ». Il est à l'origine des révélations de plusieurs affaires politico-financières ou concernant des risques majeurs. Il a mis en évidence des systèmes de corruption autour d'Alain Carignon, alors ministre et maire de Grenoble, révélé l'affaire des sondages de l'Elysée, mis en cause des marchés publics illégaux et des détournements d'argent public. Très versé en matière de droit d'accès aux documents administratifs et aux informations relatives à l'environnement, il a été un des acteurs de la remunicipalisation de l'eau de Grenoble ainsi que de l'arrêt de l'expérience nucléaire Superphénix.

16 h00 à 17 h 30

### -Santé publique : quel contrôle du médicament ?

Modération : Ariane Denoyel, journaliste et enseignante associée (EJdG)

Emmanuelle Huet-Mignaton, lanceuse d'alerte, affaire de l'Androcur











Emmanuelle Huet-Mignaton est une victime de l'Androcur (laboratoire Bayer), traitement hormonal qui a provoqué chez elle l'apparition de cinq tumeurs cérébrales. Ancienne analyste financière à la Banque de France, Emmanuelle Huet-Mignaton a perdu son travail et a été placée en retraite anticipée pour invalidité. Elle a cofondé, en janvier 2019, l'association AMAVEA (Association d'aide et de soutien aux victimes de méningiomes dus aux médicaments) qu'elle a longtemps présidée. Cette association alerte et informe sur les risques liés à l'Androcur, au Lutéran, au Lutényl et à tous les médicaments contenant des progestatifs.

## Cécile Barrois de Sarigny, adjointe de la Défenseure des droits chargée de la défense des lanceuses et lanceurs d'alerte

Titulaire d'un diplôme d'études approfondies de droit public de l'économie, conseillère du corps des tribunaux et cours administratives d'appel pendant plus de dix ans, Cécile Barrois de Sarigny est depuis 2015 maître des requêtes au Conseil d'État où elle occupait depuis 2018 les fonctions de rapporteure publique au sein de la 5ème chambre de la section du contentieux (santé, médias, logement, police) ainsi qu'auprès de la formation spécialisée chargée du contentieux de la mise en œuvre des techniques de renseignement et des fichiers intéressant la sûreté de l'État.

Co-rédactrice du code des relations entre le public et l'administration, elle était également correspondante, pour le Conseil d'État, du réseau des cours suprêmes nationales de la Cour européenne des Droits de l'Homme.

18h00 à 19 h 30

# -Empoisonnés par notre environnement ? Naître sans bras, mourir de la pollution

Modération : Daniel Ibanez, fondateur des Rencontres annuelles des Lanceuses et Lanceurs d'alerte, lanceur d'alerte notamment pour les risques liés au projet Lyon-Turin

## Emmanuelle Amar, lanceuse d'alerte du Registre des malformations Rhône-Alpes (Remera - affaire des « bébés sans bras »)

Epidémiologiste, directrice du registre des malformations en Rhône-Alpes (Remera), Emmanuelle Amar s'intéresse depuis 20 ans aux anomalies congénitales et aux facteurs qui contrôlent leur fréquence et leur répartition. Aidée d'un médecin de l'Ain et du conseil scientifique du registre, elle a été à l'origine de l'alerte au sujet d'un foyer (« cluster ») de malformations dans ce département – les « bébés sans bras ». Soutenue











par les familles concernées par les anomalies congénitales et par les cliniciens hospitaliers, Emmanuelle Amar œuvre pour l'amélioration de la prévention des malformations évitables, via la surveillance épidémiologique et l'information des professionnels de santé et des futurs parents.

**Bernard Turpin**, membre du Réseau Environnement-Santé, médecin généraliste retraité, Chambéry. L'évolution et la modification des pathologies de sa patientèle au fil du temps lui ont permis de prendre conscience de l'impact des conditions de vie sur le déclenchement de nombreuses maladies et du rôle de l'environnement dans l'apparition des cancers et pathologies chroniques. Il intervient régulièrement pour informer les citoyen.nes des conséquences délétères de la pollution, des perturbateurs endocriniens, pesticides, etc.

19 h 30 Mot de clôture – Daniel Ibanez + directions de l'EJdG et de Sciences-Po Grenoble-UGA